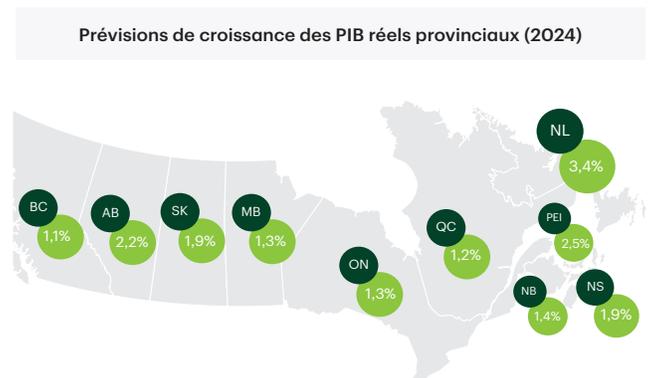


Perspectives économiques provinciales

Un taux plus bas, un meilleur sort

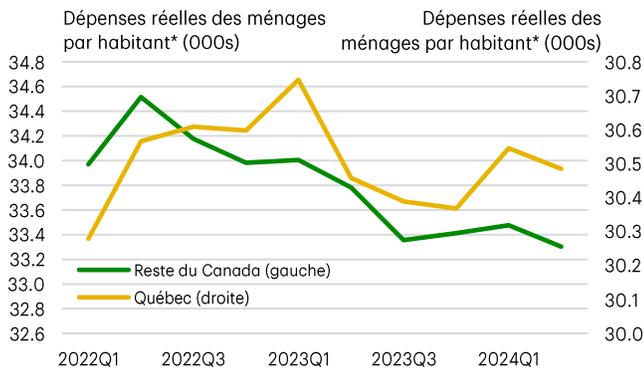
16 décembre 2024

- L'année 2024 se déroule généralement comme prévu dans l'ensemble des régions du Canada, la plupart des provinces des Prairies et de l'Atlantique affichant une bonne croissance économique, tandis que l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec tirent de l'arrière.
- Alors que l'année tire à sa fin, certaines régions affichent une croissance économique et une création d'emplois légèrement plus fortes que celle que nous avons prévue en septembre. Cependant, toute révision à la hausse des prévisions de croissance à l'échelle provinciale pour 2025 reflétant ce transfert positif a été neutralisée par les risques de baisse de la croissance qui pèsent sur le Canada en raison de l'imposition de droits de douane américains par la nouvelle administration américaine.
- Le président désigné a menacé d'imposer des droits de douane universels de 25% sur les exportations canadiennes. Nous supposons que le Canada parviendra à éviter un tel scénario, en partie en raison de la forte proportion qu'occupe l'énergie dans ses exportations vers les États-Unis. Néanmoins, ces prévisions régionales tiennent compte d'un certain gel de l'investissement et de l'embauche en raison de la menace des droits de douane qui risque de persister.
- Il est important de noter qu'aucune province n'échapperait aux retombées d'une escarmouche commerciale entre le Canada et les États-Unis, les exportations vers les États-Unis représentant environ 80% à 90% des exportations de l'Alberta, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario ainsi qu'une part encore élevée de 50% à 60% de celles de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan. Au-delà des effets de premier ordre des droits de douane sur les exportations, les provinces ressentiraient également les effets néfastes par l'entremise d'autres partenaires commerciaux. Une part comparativement importante des importations de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Saskatchewan et du Manitoba proviennent des États-Unis, ce qui pourrait exposer ces provinces à des pressions inflationnistes si le Canada imposait ses propres droits de douane en retour.
- Les réductions prévues du nombre de résidents non permanents (RNP) et des cibles annuelles d'immigration permanente devraient faire stagner la croissance démographique du pays au cours des deux prochaines années. L'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec connaîtront probablement le recul de la croissance démographique le plus rapide. Par ailleurs, les avantages de l'abordabilité dans les Prairies et certaines provinces de l'Atlantique continueront d'attirer les migrants entre les provinces.
- Une vague de mesures de relance du gouvernement fédéral devrait toucher les consommateurs canadiens au cours des prochains mois, et l'Ontario devrait mettre en œuvre sa propre mesure au cours de la nouvelle année. Si l'on ajoute à cela les réductions continues des taux d'intérêt, nous nous attendons à ce que la croissance des dépenses de consommation dans l'ensemble des provinces s'accélère malgré le ralentissement de la croissance démographique. Les provinces les plus endettées, soit la Colombie-Britannique, l'Ontario et l'Alberta, devraient profiter de façon disproportionnée des conditions plus favorables. Les marchés de l'habitation du pays devraient également profiter des mesures de soutien fédérales et d'une baisse graduelle des taux d'intérêt à court terme.



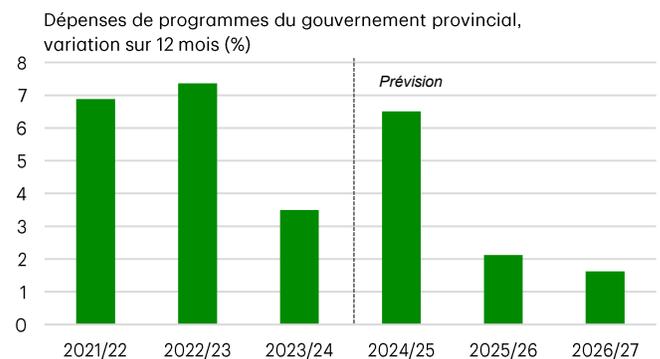
Source: Services économiques TD. Prévisions en date de décembre 2024.

Graphique 1 : Une remontée relative des dépenses de consommation au Québec



*en dollars de 2017. Source : Statistique Canada, gouvernement du Québec et Services

Graphique 2 : Réduction probable en 2025 des dépenses du secteur public du Québec qui soutiennent le PIB



Source : Gouvernement du Québec et Services économiques TD.

Nous avons revu à la hausse nos prévisions de croissance pour le Québec en 2024, grâce à un troisième trimestre plus solide que prévu. Les dépenses de consommation au Québec tiennent comparativement bien le coup (graphique 1). Cette performance s'est produite malgré un marché de l'emploi décevant qui a fait grimper le taux de chômage de 1,9 point de pourcentage par rapport à son creux de 2023. Les dépenses ont été compensées par une solide croissance démographique, des gains robustes au chapitre de la rémunération des employés, une forte activité sur le marché de l'habitation et la libération de la demande accumulée d'automobiles, ce qui a alimenté une forte hausse des dépenses en biens durables. Le fait que les ménages du Québec sont parmi les moins endettés au pays n'est certainement pas négatif.

Les dépenses des ménages se comporteront également probablement bien en 2025, ce qui soutiendra une croissance du PIB semblable à celle de cette année. Les mesures présentées dans la mise à jour budgétaire de novembre offriront un modeste soutien aux consommateurs, en grande partie sous la forme d'une augmentation du montant personnel de base et du paiement de l'Allocation famille, ce qui viendra s'ajouter à la bonification offerte par la baisse des taux d'intérêt et les mesures de relance du gouvernement fédéral. En revanche, le ralentissement de la croissance démographique, probablement attribuable à la réduction du seuil de résidents non permanents, pèsera sur les dépenses de consommation. Le Québec vise à admettre environ 50 000 résidents permanents

(malgré la suspension temporaire de deux voies d'accès à la résidence permanente), à peu près le même nombre que cette année, ce qui contraste avec le plan du gouvernement fédéral visant à réduire le nombre d'immigrants.

Le secteur public québécois est resté vigoureux au cours des derniers trimestres, après une flambée au début de 2024. Toutefois, nous prévoyons un ralentissement important de la croissance de la production du secteur public en 2025, conformément aux plans de dépenses de la province (graphique 2). Dans la mise à jour de novembre, le gouvernement provincial a prévu une croissance modeste de 2% des dépenses nominales au cours de l'exercice 2025/2026 et attendra le budget du printemps pour mettre en œuvre un plan visant le rétablissement de l'équilibre budgétaire.

Comme dans la plupart des autres provinces, le secteur manufacturier a fléchi au Québec cette année, probablement plombé par l'absence de la demande dans un secteur de la construction tout aussi faible. Bien qu'il soit difficile d'évaluer dans quelle mesure l'activité manufacturière de la province a pu être touchée par la grève d'environ deux semaines dans le port de Montréal, le PIB du secteur du transport subira temporairement des répercussions. Nous comptons sur la poursuite de l'expansion économique aux États-Unis, qui devrait favoriser une meilleure année pour le secteur manufacturier en 2025. Toutefois, comme environ 75 % des exportations sont envoyées au sud de la frontière, le Québec est dans le collimateur d'une possible guerre commerciale avec les États-Unis.

Perspectives économiques provinciales

Prévisions Économiques Provinciales																		
Les Provinces	PIB réel (variation, %)			PIB nominal (variation, %)			Emplois (variation, %)			Taux de chômage (moyenne, %)			Mises en chantier (milliers d'unités)			Prix de revente des maisons (variation, %)		
	2024F	2025F	2026F	2024F	2025F	2026F	2024F	2025F	2026F	2024F	2025F	2026F	2024F	2025F	2026F	2024F	2025F	2026F
National	1.3	1.7	1.7	4.3	3.9	4.0	1.7	1.1	0.5	6.3	6.5	6.1	241.0	228.0	225.7	2.2	8.0	3.1
Terre-Neuve-et-Labrador	3.4	2.5	1.7	6.4	4.6	3.9	2.6	-0.6	0.1	10.0	10.9	11.3	1.7	1.4	1.5	8.8	7.3	2.2
Île-du-Prince-Édouard	2.5	2.1	1.7	5.3	4.3	4.0	4.0	2.3	0.8	7.9	8.2	8.0	1.2	1.2	1.3	2.3	5.6	2.5
Nouvelle-Écosse	1.9	1.4	1.3	4.6	3.5	3.5	3.2	0.1	-0.1	6.4	6.5	6.9	7.2	6.4	6.3	6.8	6.4	2.5
Nouveau-Brunswick	1.4	1.4	1.3	3.7	3.4	3.4	3.0	1.0	-0.1	7.0	6.8	7.3	6.2	5.8	3.7	10.4	7.6	3.2
Québec	1.2	1.3	1.3	4.2	3.3	3.6	0.6	1.0	0.5	5.4	5.7	5.4	46.3	46.0	50.0	7.3	7.0	2.9
Ontario	1.3	1.5	1.8	4.3	3.6	3.9	1.6	1.3	0.4	6.9	6.9	6.4	75.2	70.5	69.0	0.3	6.4	2.7
Manitoba	1.3	1.8	1.7	3.9	3.6	3.8	2.6	2.1	0.9	5.3	5.3	5.0	7.2	6.9	6.4	6.3	7.3	3.2
Saskatchewan	1.9	1.9	1.8	4.8	4.1	4.0	2.2	1.3	0.7	5.5	5.5	5.3	4.4	4.5	4.9	7.2	9.4	4.1
Alberta	2.2	2.0	2.0	5.5	4.4	4.4	2.9	2.2	1.0	7.1	6.8	6.1	47.1	43.6	37.9	10.2	7.4	3.5
Colombie-Britannique	1.1	2.2	1.7	4.3	4.7	4.1	1.8	-0.1	0.6	5.6	6.0	5.5	44.5	41.9	44.7	1.3	3.0	2.7

Sources : Association canadienne de l'immeuble, SCHL, Statistique Canada, Services économiques TD. Prévisions des Services économiques TD, décembre 2024.

Pour toute demande des médias, veuillez contacter Debra Moris au 416-983-8141

Avis de non-responsabilité

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.